

## Les syndicats agricoles vent debout contre la baisse du budget de la Pac

© 03/05/2018 | Florian Cazerès • Terre-net Média

**Les propositions de la Commission Européenne visant à diminuer le budget de la Pac ont fait bondir les syndicats agricoles français. Ils attendent une position ferme de la France.**



*Les syndicats agricoles français attendent une intervention de l'État concernant la diminution du budget de la Pac proposée par la Commission Européenne. (@CE)*

« **I**nacceptable », « augmentation de la **précarité des agriculteurs** », « manque d'ambition ». Les **syndicats agricoles** français ont tiré à boulets rouges jeudi contre les annonces de la **Commission Européenne** sur le **budget de l'Union** pour la période 2021-2027. Et pour cause : l'exécutif européen prône une baisse de 5 % du budget de la politique agricole commune, dont 4 % pour son volet consacré aux aides directes en faveur des agriculteurs.

Cette coupe budgétaire pourrait atteindre 10 % avec l'inflation, selon les syndicats. Avec cette diminution, la Commission veut compenser la fin de la contribution du Royaume-Uni au budget de l'Union, suite au Brexit. Un nouveau coup dur pour le monde agricole, qui subit déjà une **crise** dans la plupart des pays européens. La **FNSEA** a ainsi fait part, dans un communiqué de presse, de son « immense déception pour les européens et pour les agriculteurs ».

« Le projet de **budget 2021-2028** traduit un manque d'ambition pour l'Europe avec un plafonnement de ses dépenses à 1,1 % du PIB, loin des 1,2 % envisagés par M. Juncker en septembre dernier », regrette le syndicat. Un tel budget, qu'il qualifie « d'inacceptable », risque « aussi d'accélérer le déclin de la compétitivité d'un secteur pourtant stratégique au titre de notre souveraineté alimentaire », prévient-il.

« L'Europe prouve une nouvelle fois qu'elle ne veut pas faire de l'agriculture un secteur stratégique, c'est dommage », s'agace Jérémy Decerle, président des **Jeunes Agriculteurs**. Dans un court message sur Twitter, son organisation regrette un « manque d'ambition, pas à la hauteur des enjeux de sécurité alimentaire et du maintien du développement des exploitations familiales ».

Même déception chez les syndicats minoritaires. La **Confédération paysanne** demande une réforme globale de la politique agricole commune, « dont les règles d'éligibilité et de calculs discriminent les petites fermes et les fermes diversifiées ». Elle exige que la Pac soit mise au service d'une agriculture permettant « d'assurer une alimentation de qualité » et « de garantir un revenu aux paysans grâce à des prix stables et justes ». Un projet qui nécessite « un budget conséquent ».

La **Coordination rurale** s'attend, quant à elle, à une « augmentation inévitable de la précarité des agriculteurs, impensable compte tenu de leur situation déjà très difficile ». Elle exprime cependant son « désaccord profond », avec la position du gouvernement français, « qui s'est jusqu'ici borné à réclamer le maintien du budget antérieur de la Pac au lieu de dénoncer sa dérive », et demande « une politique moins dispendieuse mais efficace, avec des productions et des marchés régulés ».

### Les syndicats demandent à l'État d'intervenir

La Coordination Rurale demande cependant au Président de la République, **Emmanuel Macron**, d'intervenir « pour que, fort des États généraux de l'Alimentation qu'il a lancé en France, il fasse organiser d'urgence des EGA européens pour une **Pac 2020** efficace ». La FNSEA en appelle, elle aussi, « solennellement au chef de l'état pour provoquer un véritable sursaut de l'Union européenne ».

« Le Président de la République doit désormais imposer sa vision d'un budget ambitieux pour l'agriculture européenne ; un budget au moins équivalent à celui octroyé aux agriculteurs au cours de la période actuelle », demande, dans un communiqué, la **Fédération Nationale Bovine**, elle aussi remontée contre cette annonce. « C'est bien la survie de l'élevage français qui est ici mise en jeu : une survie dont dépend celle de territoires ruraux tout entiers ».

Les Jeunes Agriculteurs s'adressent, de leur côté, au Ministre de l'agriculture **Stéphane Travert**. L'organisation lui demande de « défendre les intérêts des agriculteurs » auprès de la Commission Européenne. « Il est nécessaire d'avoir une action coordonnée, entre syndicat, états et régions, sinon nous ne réussirons pas à peser dans les négociations », prévient Jérémie Decerle.

Anticipant les vives réactions des syndicats agricoles, le gouvernement a rapidement répondu aux propositions de la Commission européenne. Dans un communiqué, le **Ministère de l'Agriculture** dénonce un budget « inacceptable » et une baisse « inenvisageable ». Stéphane Travert qualifie, quant à lui, la baisse du budget de « ponction aveugle, drastique, massive », et « s'engage » à la combattre.